

Crise du logement en Abitibi-Témiscamingue : Où est le ministre Lessard?

Rouyn-Noranda, le 13 décembre 2011– À partir des données d'octobre 2011, publiées aujourd'hui par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), le Regroupement d'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue s'inquiète de constater qu'en dépit des efforts de certaines municipalités dans le domaine de l'habitation, les taux d'inoccupation sont toujours au plus bas. Consulter : http://www.cmhc-schl.gc.ca/odpub/esub/64517/64517_2011_B02.pdf?fr=1323787019671

En effet, les taux d'inoccupation des villes d'Amos (0,3%), Rouyn-Noranda (0,1%) et Val-d'Or (0,2%) sont tous près de 0%. Alors qu'à Val-d'Or on note une légère hausse, Amos et Rouyn-Noranda enregistrent des baisses marquées par rapport aux données d'octobre 2010. De plus, encore cette année, les loyers ont augmenté en moyenne de 3 % en région, ce qui constitue une hausse de plus de 20% depuis le début 2003.

Cette situation est le résultat d'un boom minier incontrôlé. Pendant qu'une poignée de personnes s'enrichissent grâce aux ressources naturelles publiques, les ménages à modeste et faible revenu subissent les conséquences de plus en plus dramatiques d'une crise du logement qui s'amplifie d'année en année. « Il est inacceptable de voir autant de richesse se créer dans notre région et d'en faire payer le prix aux personnes les plus pauvres », s'indigne Danik Laporte, du Regroupement d'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue. Les maisons d'hébergement sont à pleine capacité, le nombre de personnes en situation d'itinérance est en hausse, tout comme les ménages ayant recours aux banques alimentaires. Les familles tolèrent des logements insalubres et dangereux pour la santé de leurs enfants et acceptent les hausses abusives de loyers de certains propriétaires sans morale par crainte de se retrouver à la rue. En constatant ces situations aberrantes, surtout dans un contexte de croissance économique, nos députés devraient se lever en chambre et revendiquer haut et fort des investissements massifs dans le logement social. « Au lieu d'aider les minières à obtenir des permis et des autorisations, nos députés devraient défendre nos mal-logés en réclamant 50 000 logements sociaux en 5 ans à l'échelle du Québec, dont 1000 seraient réalisés en Abitibi-Témiscamingue », soutient M. Laporte en ajoutant que « l'État pourrait se donner les moyens de faire ces investissements en augmentant les redevances sur les ressources minérales par exemple ».

Rappelons qu'en 2008, Jean Charest s'engageait à financer 3000 logements sociaux par année pendant cinq ans. Trois ans plus tard, il diminuait ce nombre à 2000 et cessait de supporter les régions éloignées par des aides additionnelles. De cette manière, le gouvernement libéral affirme sa vision coloniale des régions, qu'il considère comme un simple bassin de ressources naturelles.

Le Regroupement d'éducation populaire profite ainsi de l'occasion pour lancer une campagne de lettre régionale visant le rehaussement du financement du logement social et le soutien accru pour les régions éloignées aux prises avec de graves pénuries de logements. « La communauté régionale est mobilisée. Les villes font leur part pour atténuer le problème. Il est donc temps que le gouvernement libéral reconnaisse le problème et investisse massivement pour aider les mal-logés », insiste Danik Laporte en ajoutant : « qu'il serait peut-être temps que le ministre responsable de l'habitation, M. Laurent Lessard vienne faire un tour en région afin de constater par lui-même les immenses besoins de notre population ».